

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 23 avril 2025

DATE DE PUBLICATION : 30 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – Mme TORRES - M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – Mme PERIERS – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. FAURE à Mme PERIERS
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS ET EXCUSÉS :

- Mme BAYRAM
- Mme CAYOUX
- M. OREN
- M. TAVARES
- M. TOUANE

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
**Mise en place de nouvelles prestations dentaires à visée
esthétique**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250505-DEL_2025_1504-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2025

OBJET :
Mise en place de nouvelles prestations dentaires à visée esthétique

Directrice du pôle : Elisa DJANI

Service : CENTRE MUNICIPAL DE SANTE

Affaire suivie par : Elisa DJANI

M. Le Maire : Le cabinet dentaire du centre municipal de santé est formé à la réalisation de prestations esthétiques.

L'article L. 6323-1 du code de la santé publique introduit l'obligation pour les centres de santé – et pour leurs antennes – de réaliser, à titre principal, des prestations remboursables par l'assurance maladie. Toutefois, il est possible de proposer de nouvelles prestations au sein du cabinet dentaire, aux patients du CMS et hors patientèle, dites de confort et esthétiques non prises en charge par la sécurité sociale.

Les prestations remboursables par la sécurité sociale seront toujours majoritaires et prioritaires face aux prestations à visée esthétique qui resteront ainsi accessoires et minoritaires afin de respecter les obligations du centre municipal de santé.

Ainsi, il est donc proposé au conseil municipal d'approuver la possibilité de réaliser les prestations suivantes :

- Aligneurs dentaires pour un cout de 2000 à 4000 euros. Il faut compter un plafond de 4000 euros (pose de plusieurs gouttières sur 3 ans par exemple). Le cout pour le patient peut être moindre selon la correction à apporter.
- Blanchiment dentaire ambulatoire (gouttière à poser la nuit avec le produit destiné au blanchiment) 200 euros/la gouttière

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'Accord national des centres de santé du 8 juillet 2015 visant à favoriser l'accès aux soins dentaires,

VU l'ordonnance n° 2018-17 du 12 janvier 2018 relative aux conditions de création et de fonctionnement des centres de santé, prise en application de l'article 204 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé a pour principal objet de renforcer l'offre de soins de premier recours en favorisant l'accroissement du nombre de centres de santé. Dans cette perspective cette ordonnance et ses textes d'application - le décret et l'arrêté du 27 février 2018 relatifs aux centres de santé,

VU le décret et l'arrêté du 27 février 2018 relatifs aux centres de santé s'attachant à simplifier et clarifier les conditions de création et de fonctionnement des centres de santé,

VU la nouvelle convention nationale des chirurgiens-dentistes libéraux pour la période 2023-2028 conclue entre L'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam), l'Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie (Unocam) et les 2 syndicats représentatifs des chirurgiens-dentistes libéraux - les Chirurgiens-dentistes de France (CDF) et la Fédération des syndicats dentaires libéraux (FSDL), signé le 21 juillet 2023 et publié au JO le 25 aout 2023,

VU le Décret n° 2023-701 du 31 juillet 2023 relatif à la participation des assurés sociaux aux honoraires des chirurgiens-dentistes et actes relevant des soins dentaires,

VU l'arrêté 2025 DOS 48 accordant au centre municipal de santé l'agrément dentaire signé le 24 février 2025

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

PROPOSE la création des nouvelles prestations à visée esthétique que sont les aligneurs dentaires et blanchiment dentaire ambulatoire,

PRÉCISE que ces prestations esthétiques resteront accessoires et minoritaires face aux prestations de soins et de conservations remboursables par la sécurité sociale

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	28	
Votes pour	28	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....

POUR LE MAIRE EMPECHÉ, PAR
LA 1^{ère} ADJOINT

Pour extrait certifié, conforme,
Le Maire,
Franck DEMAUMONT.

Mme Marie-Madeleine



[Signature]

